



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.297/2
du 3 mars 2014

advies 55.297/2
van 3 maart 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
détermination de la
compétence de
l'Administration de l'expertise
médicale et modifiant
certain[e]s dispositions en
matière d'accidents du travail
dans le secteur public'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende de bepaling
van de bevoegdheid van het
Bestuur van de medische
expertise en tot wijziging van
sommige bepalingen inzake
arbeidsongevallen in de
overheidssector'

Le 6 février 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Fonction publique, adjoint au Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant détermination de la compétence de l'Administration de l'expertise médicale et modifiant certain[e]s dispositions en matière d'accidents du travail dans le secteur public'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 mars 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 mars 2014.

*

Op 6 februari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, toegevoegd aan de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende de bepaling van de bevoegdheid van het Bestuur van de medische expertise en tot wijziging van sommige bepalingen inzake arbeidsongevallen in de overheidssector'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 maart 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1. La phrase liminaire de l'article 4 du projet doit être rédigée comme suit :

« Art. 4. Dans l'article 10 du même arrêté, le paragraphe 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 7 juin 2007 et modifié par l'arrêté royal du 26 novembre 2012, est remplacé par ce qui suit : ».

2. L'arrêté royal du 24 janvier 1969 'relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail' ne comporte actuellement pas d'annexe.

L'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, en projet à l'article 3, vise cependant, *in fine*, un « modèle fixé en annexe 1 du présent arrêté ». Comme il s'agira de la seule annexe à l'arrêté royal précité du 24 janvier 1969, il n'y a pas lieu de la numéroter.

En outre, il faut ajouter à la fin du chapitre I^{er} du projet un article rédigé comme suit ¹ :

« Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe qui est jointe en annexe I au présent arrêté ».

De même, si l'on groupe les articles 11 et 12 – devenant, en raison de l'adaptation de la numérotation des articles, 14 et 15 – dans un chapitre IV intitulé « Dispositions finales », il faut ajouter à la fin du chapitre III du projet un article rédigé comme suit :

« Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 4 qui est jointe en annexe II au présent arrêté ».

3. À la fin de la phrase liminaire de l'article 5 du projet, il faut écrire

« [...] sur le chemin du travail, le 2°, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 2013, est remplacé par ce qui suit : ».

D'autre part, les articles 19 à 29 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 2013 'organique de l'Administration de l'expertise médicale' ont substitué celle-ci au Service de Santé administratif dans les articles 5*bis*, § 5, 5*ter*, § 5, 8, 9, 9*bis*, 11 et 32*bis* de l'arrêté royal

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 174 et formule F 4-2-13-4.

du 24 janvier 1969 précité. Il y a donc lieu, dans le texte du 2^o en projet, de remplacer les mots « du Service de Santé administratif » par « de l'Administration de l'expertise médicale ».

4. Le dernier alinéa de l'article 20, § 3, de l'arrêté royal du 27 mai 2004 'relatif à la transformation de Brussels International Airport Company (B.I.A.C.) en société anonyme de droit privé et aux installations aéroportuaires' a inséré dans l'article 11 de l'arrêté royal du 12 juin 1970 'relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des personnes morales de droit public et des entreprises publiques autonomes, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail' les mots « ainsi que la S.A. de droit privé B.I.A.C. » entre les mots « organismes d'intérêt public » et « dont le personnel ».

L'article 164, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 2001 prévoyait toutefois que

« [l]es arrêtés pris en vertu des articles 157 et 158 précités cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les six mois de leur date d'entrée en vigueur ».

L'article 68 de la loi-programme du 9 juillet 2004 dispose comme suit :

« À l'exception des articles 5, §§ 2, 3 et 4, et 20, §§ 1^{er}, 3 et 5, l'arrête royal du 27 mai 2004 relatif à la transformation de BIAC en société anonyme de droit privé et aux installations aéroportuaires, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur ».

L'article 20, § 3, de cet arrêté n'a pas été confirmé pour le motif suivant, exprimé dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 9 juillet 2004 : « [v]u que les articles 5, §§ 2, 3 et 4, et 20, §§ 1^{er}, 3 et 5 traitent de la modification d'arrêtés royaux, ils ne doivent pas être confirmés »².

Dans la phrase liminaire de l'article 6, la modification résultant de l'arrêté royal précité du 27 mai 2004 doit donc également être mentionnée.

5. L'article 5 de l'arrêté royal du 27 janvier 1988 'modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique, des services et établissements intercommunaux d'assistance publique et des caisses publique de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail' a complété l'article 10 de ce dernier arrêté royal par la phrase suivante : « La décision est notifiée à la victime ou à ses ayants droit sous pli recommandé à la poste ».

Il y a dès lors lieu de mentionner cette modification dans la phrase liminaire de l'article 9 du projet et de maintenir cette phrase dans l'article 10 précité, sauf si l'intention est d'abroger cette disposition.

² Commentaire de l'article 51 du projet devenu la loi précitée du 9 juillet 2004 (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, n° 51-1138/001, p. 42).

D'autre part, il y a lieu de mentionner dans le second article 9 du projet que l'article 11 de ce même arrêté a été remplacé par l'arrêté royal du 26 novembre 2012.

6. En vertu de l'article 11, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informés, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Il y a lieu de vérifier, dans ces conditions, s'il est bien nécessaire de prévoir une disposition particulière d'entrée en vigueur.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. De inleidende zin van artikel 4 van het ontwerp moet worden gesteld als volgt:

“Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 juni 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 november 2012, vervangen als volgt :”.

2. Het koninklijk besluit van 24 januari 1969 ‘betreffende de schadevergoeding ten gunste van de personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk’ bevat thans geen bijlage.

Het in artikel 3 ontworpen artikel 9, § 2, eerste lid, verwijst *in fine* echter naar een “model bepaald in bijlage 1 bij dit besluit”. Daar het om de enige bijlage gaat bij het voornoemde koninklijk besluit van 24 januari 1969, hoeft die niet te worden genummerd.

Daarenboven moet aan het einde van hoofdstuk I van het ontwerp een artikel worden toegevoegd dat luidt als volgt:¹

“Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een bijlage ingevoegd die als bijlage I bij dit besluit is gevoegd”.

Indien de artikelen 11 en 12 – die wegens de aangepaste nummering de artikelen 14 en 15 worden – worden samengebracht in een hoofdstuk IV met als opschrift “Slotbepalingen”, moet eveneens aan het einde van hoofdstuk III van het ontwerp een artikel worden ingevoegd luidende als volgt:

“Art. 13. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 4 ingevoegd die als bijlage II bij dit besluit is gevoegd”.

3. In de inleidende zin van artikel 5 van het ontwerp schrijve men

“(…) op de weg naar en van het werk, wordt de bepaling onder 2°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 december 2013, vervangen als volgt:”.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 174 en formule F 4-2-13-4.

Anderzijds is de Administratieve gezondheidsdienst in de artikelen 5*bis*, § 5, 5*ter*, § 5, 8, 9, 9*bis*, 11 en 32*bis* van het voornoemde koninklijk besluit van 24 januari 1969 bij de artikelen 19 tot 29 van het koninklijk besluit van 1 december 2013 ‘houdende regeling van het Bestuur voor medische expertise’ vervangen door het Bestuur van de medische expertise. De woorden “van de Administratieve Gezondheidsdienst” in de ontworpen bepaling onder 2° moeten dus worden vervangen door de woorden “van het Bestuur van de medische expertise”.

4. Bij het laatste lid van artikel 20, § 3, van het koninklijk besluit van 27 mei 2004 ‘betreffende de omzetting van Brussels International Airport Company (B.I.A.C.) in een naamloze vennootschap van privaatrecht en betreffende de luchthaveninstallaties’ zijn in artikel 11 van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 ‘betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, van de publiekrechtelijke rechtspersonen en van de autonome overheidsbedrijven, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk’ de woorden “alook de N.V. van privaatrecht B.I.A.C.” ingevoegd tussen de woorden “de publiekrechtelijke rechtspersonen” en “waarvan het personeel”.

In artikel 164, § 2, van de programmawet van 30 december 2001 is evenwel het volgende bepaald:

“De besluiten die krachtens voornoemde artikelen 157 en 158 worden vastgesteld houden op uitwerking te hebben indien zij niet bij wet zijn bekrachtigd binnen zes maanden na de datum van hun inwerkingtreding”

Artikel 68 van de programmawet van 9 juli 2004 luidt als volgt:

“Met uitzondering van de artikelen 5, §§ 2, 3 en 4 en 20, §§ 1, 3 en 5, wordt het koninklijk besluit van 27 mei 2004 betreffende de omzetting van BIAC in een naamloze vennootschap van privaatrecht en betreffende de luchthaveninstallaties bekrachtigd met ingang van de dag van zijn inwerkingtreding”.

Artikel 20, § 3, van dat besluit is niet bekrachtigd om de volgende reden, aangehaald in de memorie van toelichting van het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 9 juli 2004: “Vermits de artikelen 5, §§ 2, 3 en 4, en 20, §§ 1, 3 en 5, wijzigingen aan koninklijke besluiten betreffen, dienen ze niet te worden bekrachtigd”.²

De wijziging die uit het voornoemde koninklijk besluit van 27 mei 2004 voortvloeit, moet dus ook in de inleidende zin van artikel 6 worden vermeld.

5. Bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 januari 1988 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 1970 betreffende de schadevergoeding ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand en openbare kassen van leningen, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen overkomen op de weg naar en van het werk’ is artikel 10 van dat

² Bespreking van artikel 51 van het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de voornoemde wet van 9 juli 2004 (*Parl.St.* Kamer 2003-04, nr. 51-1138/001, 42).

laatstgenoemde koninklijk besluit aangevuld met de volgende zin: “De beslissing wordt aan de getroffene of aan zijn rechtverkrijgenden bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht”.

Die wijziging moet dus in de inleidende zin van artikel 9 van het ontwerp worden vermeld en die zin moet in het voornoemde artikel 10 worden gehandhaafd, behalve indien het de bedoeling is die bepaling op te heffen.

Anderzijds moet in het tweede artikel 9 van het ontwerp worden aangegeven dat artikel 11 van datzelfde besluit bij het koninklijk besluit van 26 november 2012 is vervangen.

6. Krachtens artikel 11 treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Een dergelijke regel voor de inwerkingtreding heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn waarin artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’ principieel voorziet.

Gelet op die omstandigheden moet worden nagegaan of het wel noodzakelijk is in een bijzondere inwerkingtredingsregeling te voorzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT